Le nationalisme canadien dans le domaine religieux L'affaire de l'abbé Thavenet (suite et fin)

Wilfrid-H. Paradis

Volume 8, numéro 1, juin 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301635ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301635ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Paradis, W.-H. (1954). Le nationalisme canadien dans le domaine religieux : l'affaire de l'abbé Thavenet (suite et fin). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 8(1), 3–24. <https://doi.org/10.7202/301635ar>

LE NATIONALISME CANADIEN DANS LE DOMAINE RELIGIEUX

L'AFFAIRE DE L'ABBE THAVENET *

(suite et fin)

Affaire des biens de Saint-Sulpice

Les Messieurs de Montréal ont eu beaucoup de mal, depuis la conquête, à conserver leurs possessions. Si, pour en hériter, le diocèse de Québec peut attendre l'extinction de Saint-Sulpice, le gouvernement anglais se montre beaucoup plus impatient. Plusieurs fois, vers la fin du XVIIIe siècle, le Séminaire est forcé de se défendre contre les intrigues de ceux qui tentent d'exproprier ses domaines⁶⁵. Les Anglais prétendent, pour justifier la confiscation de ces biens, qu'ils doivent servir à l'anglicisation du pays, et qu'il les faut mettre à la disposition de l'*Institution royale*, système d'enseignement rejeté par les évêques du pays⁶⁶. Les tentatives de spoliation continuent au XIXe siècle. Ce sera l'un des motifs du voyage de M. Lartigue à Londres en 1819⁶⁷. L'Angleterre remet en cause, encore une fois en 1826, toute la question des biens de Saint-Sulpice. En même temps, Lord Bathurst, Ministre de Sa Majesté Britannique pour

* Voir *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, (mars 1954), v. VII, no 4: 465-482.

65. Maurault, *Marges d'histoire*, 15-16.

66. Maurault, *Nos Messieurs*, 30.

67. M. Jean-Jacques Lartigue avait été avocat avant de devenir prêtre et d'entrer à Saint-Sulpice. C'est pourquoi le séminaire de Montréal le choisit pour défendre ses intérêts contre les projets anglais. *Ibid.*, 33. C'est pendant ce voyage que Mgr Plessis le pressentit au sujet du Siège de Montréal. *Supra*.

les Colonies, interdit à son tour le passage de Sulpiciens français au Canada⁶⁸. A ce moment Mgr Panet ne dit rien sur le sujet litigieux.

Après tant d'années de résistance, les Sulpiciens de Montréal, lassés, cherchent à s'accommoder avec le gouvernement anglais⁶⁹. M. Jean Roux, supérieur de la communauté depuis 1798, se rendit à Londres avec M. Richards en vue de s'entendre avec le ministère des colonies⁷⁰. M. Thavenet, en Europe depuis 1815, pour s'occuper des rentes des établissements du Canada, rejoint ses confrères dans la capitale anglaise⁷¹. Après deux mois de pourparlers avec les autorités britanniques, les trois Sulpiciens décident de faire une convention préliminaire pour la cession de tous leurs biens en échange d'une pension annuelle à perpétuité⁷². Pour conclure cet arrangement ils ont obtenu la permission de Rome⁷³. M. Roux se rend lui-même dans la Ville Eternelle. Son dessein est de prier le Pape et la Propagande d'obtenir de Londres la permission de laisser passer des Sulpiciens français au Canada⁷⁴. Requête qui est faite à l'Angleterre par voies diplomatiques. En réponse, on fait savoir à la Propagande

68. Par une décision du 22 juillet 1826. Biens du Séminaire de Montréal. Négociations à Montréal, Londres et Paris 1819-1849. *Sagra Congregazione de Propagande Fide ponente l'Emo et Rmo Sig. Cardinale Placido Zurla Ristretto con sommario Sui Reclami del Clero del Basso Canada contro i preliminari della Transazione da stipularsi tra i Sulpiciani, ed il Governo Britannico per la vendita ossia cessione di Beni appartenenti al Seminario di Montreal (Marzo) Anno MDCCCXXX, 5.*

69. "Nous sommes d'avis (tous les prêtres du séminaire de Montréal) de tenter tous les moyens de faire un accommodement d'un procès en Europe avec le gouvernement; parce que nous avons tout à craindre." Biens du Séminaire de Montréal... Mémoire de M. Le Saulnier du séminaire, le 20 février 1827.

70. M. Richards avait été ministre protestant aux États-Unis avant sa conversion et son entrée à Saint-Sulpice. Il fut choisi pour aller à Londres parce que sa langue maternelle était l'anglais et qu'il était presque le seul sulpicien au Canada qui le parlât couramment. Il laissa un journal de ce voyage en Europe: *Journal de Monsieur Richards, 1827-1828*. Voir *infra* pour les ennuis de M. Richards avec Mgr Panet, évêque de Québec.

71. Les interventions de M. Thavenet furent très fréquentes pendant ces négociations, si l'on en juge d'après les minutes sulpiciennes de leurs entretiens avec le ministre des Colonies. Biens du Séminaire de Montréal...

72. *Ibid.*, *Sagra Congregazione...* (Marzo) Anno MDCCCXXX, *op. cit.*, 18.

73. *Ibid.*

74. Discussion sur la cure de Montréal... *Sagra Congregazione...* (Aprile) Anno MDCCCXXXI, *op. cit.*, 2.

“que le Séminaire obtiendrait une charte de corporation et qu’ensuite il (lui) serait permis de faire venir de France tous les prêtres dont il aurait besoin”⁷⁵. Le séminaire de Montréal échangeait donc tous ses droits de seigneurie contre la liberté de faire venir de France autant de prêtres qu’il souhaiterait.

C’est bien ainsi que comprirent la transaction l’évêque de Québec, Mgr Lartigue, le clergé canadien et tous leurs partisans⁷⁶. Pouvaient-ils accepter un arrangement de cette sorte, déterminés qu’ils étaient à empêcher le gouvernement anglais d’hériter des biens de Saint-Sulpice, tout comme à faire qu’aucun membre français de cette congrégation ne mît plus le pied sur le sol du Canada ?

M. Roux et ses confrères ont négocié cet accommodement avec l’Angleterre à l’insu de Mgr Panet⁷⁷. Aussitôt le supérieur rentré à Montréal, l’évêque de Québec lui fait immédiatement connaître le déplaisir qu’il éprouve de ce qui s’est passé à Londres et lui annonce son opposition. Selon lui, les Sulpiciens ne sont que les administrateurs de ces biens; le véritable propriétaire en est la province de Québec, puisque cette maison a été fondée uniquement pour l’avantage et l’instruction des habitants du Canada, et “non pour perpétuer et étendre l’illustre Congrégation de St-Sulpice”⁷⁸. Il ne dit rien de l’entrée de Sulpiciens français au pays. Il devait y revenir en 1830.

75. En plus de la Propagande et de M. Roux, le Nonce Apostolique à Paris, Mgr Luigi Lambruschini, archevêque de Genova, l’ambassadeur de France à Rome et le ministre des Affaires Etrangères de la France intercédèrent à Londres pour le passage de Sulpiciens français au Canada. Voir *ibid*, et *Sagra Congregazione... (Marzo) Anno MDCCCXXXI, op. cit.*, 18 et suiv...

76. Fonds Canadien..., lettre de Mgr Lartigue à Mgr Panet, le 24 mai 1832: “Le ministre (paraît aussi faire dépendre) l’entrée de Français au séminaire de Montréal sur la cession de leurs biens par les Sulpiciens...”; lettre de Mgr Lartigue à Mgr Provencher, à la Rivière Rouge: “M. Thavenet, s’il a rendu quelques services à nos missions, ne reste à Rome que pour défendre les Sulpiciens et obtenir du gouvernement anglais, en échange de leurs biens, d’encombrer le Séminaire de Montréal de Sulpiciens étrangers contre lesquels le gouvernement est lui-même opposé.” Un très grand nombre d’autres documents prouvent la même chose.

77. Les Sulpiciens eux-mêmes ont admis n’avoir pas consulté les évêques du Canada pour aliéner leurs biens. *Affaire du Séminaire de Montréal avec le gouvernement anglais*, s. n. p.

78. *Biens du Séminaire de Montréal...*, lettre de Mgr Panet à M. Le Saulnier au séminaire, le 18 janvier 1828: “Ne craignez pas que le gouvernement vous dépouille de vos biens tant que vous ferez envisager votre établissement comme appar-

Pour le moment Mgr Panet s'occupe exclusivement de faire résilier l'accord préliminaire entre le gouvernement anglais et le séminaire de Montréal. Sous son influence, tout le clergé du Canada et le parlement du Bas-Canada envoient une pétition au roi d'Angleterre le priant de laisser Saint-Sulpice en possession de ses biens comme autrefois⁷⁹. Mgr Panet ne s'en tient pas là. Il envoie à Rome deux ecclésiastiques de son diocèse avec mission d'y obtenir la suppression du permis donné aux Sulpiciens d'abandonner leurs droits seigneuriaux. Ces deux abbés, R. Maguire et A. Tabeau, font naturellement prévaloir auprès de la Propagande, la thèse officielle: ces biens de Saint-Sulpice ont été donnés à Dieu et destinés à l'instruction des Canadiens Français, et à la conversion et instruction des sauvages indigènes du Canada; les Sulpiciens n'en sont que les administrateurs sous la dépendance "jusqu'à un certain degré, et particulièrement quant à la vente, et l'aliénation, de l'Évêque de Québec"⁸⁰.

Cette activité diplomatique de Mgr Panet impressionne assez fortement l'autorité britannique. On décide de surseoir à la conclusion de l'accord avec le séminaire de Montréal. Les Sulpiciens s'en ressentent très contrariés. Malgré l'opposition de tout l'élément ecclésiastique et politique canadien, ils n'en travaillent pas moins à faire ratifier l'accord en question⁸¹. A son tour, M. Thave-

tenant à la province et que vous ne vous porterez que comme les administrateurs de de ces biens, ce qui est assurément le cas... Cette affaire intéresse donc tous les amis de la religion et du pays... (il faudrait) absolument que le Séminaire s'opposât formellement par une délibération expresse et signée..."

79. Voir une copie de ces pièces dans *Biens du Séminaire de Montréal...*; M. Thavenet en parle aussi dans son rapport à la Propagande, Discussions sur la cure..., *Sagra Congregazione...* (Aprile) Anno MDCCCXXXI, op. cit., 14.

80. *Biens du Séminaire de Montréal... Sagra Congregazione...* (Marao) Anno MDCCCXXX, 18-19. Mgr Panet émet aussi l'opinion que si cet arrangement était conclu entre les Anglais et les Sulpiciens, l'évêque de Québec n'aurait plus de quoi doter l'évêché de Montréal quand il serait érigé. Preuve de plus que l'on considérait les biens du séminaire comme appartenant au diocèse et non aux Sulpiciens.

81. En 1831 M. Thavenet disait "...le Séminaire est prêt à conclure... je tacherai de faire comprendre aux Évêques quels risques courent les Droits Seigneuriaux, et quel avantage il y aurait à les changer pour des propriétés foncières". *Biens du Séminaire de Montréal... Manière dont je traiterais l'affaire des Droits Seigneuriaux Si j'en étois chargé.*" Le 11 janvier 1833. M. Quiblier, le supérieur du Séminaire, écrivait au ministre des colonies que les Sulpiciens étaient prêts à tout faire moyennant une rente. *Ibid.*

net plaide auprès de la Propagande. Il veut l'intervention de la Congrégation contre Mgr Panet afin de hâter la conclusion du traité avec l'Angleterre⁸². A partir de 1832, en effet, un nouveau ministre des colonies refusait d'accorder les mêmes avantages que précédemment⁸³. Cette affaire cependant ne devait être conclue définitivement qu'en janvier 1841 par un compromis qui n'a pas suscité trop de revendications ni d'une part ni de l'autre⁸⁴. Outre sa gestion des rentes des établissements de Québec et son intervention à Londres pour la défense des biens du séminaire de Montréal, d'autres contestations vont amener M. Thavenet à séjourner à Rome. Et Rome deviendra désormais le centre des différends qui opposeront sa communauté et l'épiscopat canadien. M. Thavenet sera particulièrement mis en cause pour ses intrigues à Rome et pour le règlement de ses comptes. On va voir le Sulpicien, qui semble s'être bien entendu avec les Canadiens pendant son séjour dans leur pays et les premières années de son retour en Europe⁸⁵, s'aigrir avec les années. La discussion sur les biens du séminaire aura fait de lui, pour l'avenir, un adversaire redoutable des évêques de Québec et de leurs partisans.

82. *Biens du Séminaire de Montréal... Sagra Congregazione de Propaganda Fide Ponente l'Emo et Rmo Sig. Cardinale D. Placido Zurla Ristretto con sommario Sull l'istanza del l'Ab. Thavanel Procuratore del Seminario dei Sacerdoti Sulpiciani di Montreal nel basso Canada, per ottenere che si concluda la trattativa intrapresa nel 1827, tra il Seminario, ed il Governo Inglese relativamente alla Signoria di Montreal (Aprile) Anno MDCCCXXXII.*

83. En 1827 les Sulpiciens auraient cédé les droits seigneuriaux contre une pension. Ils acceptaient celle-ci. En 1832 le ministère anglais réclamait la cession des propriétés territoriales. Le séminaire s'opposait à un arrangement de la sorte. Il demanda donc à la Propagande de convaincre les évêques qu'ils devaient les laisser s'entendre avec l'Angleterre sur la base de 1827. *Ibid.*, 14-15.

84. *An ordinance to incorporate the Ecclesiastics of the Seminary of Montreal; to confirm their title to the fief and seigniority of the Island of Montreal, the fief and seigniority of Lake of the Two Mountains, and the fief and seigniority of Saint Sulpice in this province, to provide for the gradual extinction of seigniorial rights and dues within the Seigniorial limits of the said fief and Seigniories and for other purposes.* Signé par Lord Sydenham, le gouverneur du Canada, le 4 janvier 1841.

85. Mgr Plessis écrivait une lettre tout à fait amicale à l'abbé Thavenet le 15 avril 1825, quoiqu'il se plaignît en même temps de ses confrères de Montréal. Fonds Canadien...

Sulpiciens français et canadiens

Un autre incident a rebondi à Rome pendant l'affaire des biens: l'interdiction de Mgr Panet contre l'entrée de Sulpiciens "étrangers" au Canada, dans les circonstances et pour les motifs que nous allons exposer. L'évêque n'a soufflé mot sur le sujet depuis son accession au trône de Québec. L'interdiction de Lord Bathurst lui paraît sans doute suffisante⁸⁶. Mais, du jour où Saint-Sulpice menace d'échanger ses droits seigneuriaux contre la bienveillance du gouvernement anglais, l'évêque se voit forcé d'agir lui-même contre l'élément français de cette communauté. Une opportune occasion lui est offerte: le refus du séminaire d'accepter deux sujets canadiens pourtant munis de la permission de s'agréger à la congrégation⁸⁷. Le 12 juillet 1830, Mgr Panet écrit à M. Roux le supérieur: "Il n'y a donc plus à douter que votre intention ne soit de composer cette maison de Prêtres étrangers au préjudice et à l'exclusion de ceux du pays... Dans de pareilles circonstances, et jusqu'à ce que vous vous expliquiez avec moi... d'une manière satisfaisante... mon intention expresse est qu'aucun prêtre étranger ne soit admis comme membre du séminaire de Montréal et puisse exercer les fonctions du St Ministère sans mon approbation exclusivement..."⁸⁸ On notera qu'il s'agit d'une interdiction conditionnée et conditionnelle.

Monseigneur Panet n'est pas éloigné de penser toutefois que la présence de prêtres français à Saint-Sulpice de Montréal est à la racine de toutes ses difficultés avec cette maison comme des tentatives

86. Celle-ci datait du 22 juillet 1826. Voir *supra*. Toutefois l'évêque surveillait le séminaire de Montréal sur ce point. Le 20 janvier il disait à M. Roux: "Je sais aussi qu'on a voulu introduire des prêtres étrangers dans le Séminaire de Montréal sans m'en donner seulement avis...". Discussion sur la cure de Montréal, 1830—1831.

87. *Ibid.*, lettre de M. Panet à M. Roux, le 12 juillet 1830: "C'est avec la plus grande surprise que j'ai été informé que vous paraissiez vouloir refuser d'admettre dans votre maison deux Prêtres Canadiens d'un caractère irréprochable. Comment après de tels procédés pouvez-vous vous plaindre, et même jusqu'à Rome, que l'Évêque de Québec refuse de vous donner des sujets."

88. *Ibidem*.

du gouvernement anglais⁸⁹ au sujet des biens sulpiciens. "Si ce séminaire s'était appliqué à former un établissement Canadien, on (les Anglais) ne songerait pas à le déposséder." D'après l'évêque, le gouvernement n'a touché aux biens des Sulpiciens que lorsque ceux-ci ont demandé à s'associer des sujets français; et le gouvernement n'a réitéré ses tentatives que lorsque le séminaire eut réitéré ses suppliques⁹⁰.

Il semble, de façon générale, que l'élément français de Saint-Sulpice ait été beaucoup plus attentif que les autres aux consignes du gouvernement britannique, en grande partie dans l'intention, sans doute, de ménager aux établissements sulpiciens au Canada, la faveur du conquérant. Dès les premières années qui ont suivi la Conquête, les autorités anglaises ont toujours été les bienvenues au séminaire de Montréal. Le Duc de Kent, père de la reine Victoria, ne négligea pas d'y rendre visite⁹¹. Pendant les guerres de l'Indépendance américaine et celle de 1812, les Messieurs gardent une stricte fidélité à la couronne d'Angleterre⁹². Pendant les "Troubles" de 1837 et 1838, le supérieur de Saint-Sulpice, M. Quiblier, gagne la reconnaissance du gouvernement britannique au point de passer pour le sauveur du pays⁹³. C'est le même M. Quiblier qui, prêchant devant les hauts fonctionnaires du pays à la première messe pontificale en la nouvelle Église de Montréal, proclame sa foi en la monarchie, au grand scandale de nombreux Canadiens⁹⁴.

89. "Il y a longtemps, que les difficultés qui existent entre nous seraient finies, s'il n'y avait que des prêtres du pays dans le Séminaire, et c'est ce qui obligera l'Evêque de Québec à refuser des pouvoirs de juridiction à ceux de ces étrangers qui voudront passer à l'avenir au Canada, lequel n'a pas besoin de leur assistance", dira Mgr Panet à la Propagande. Discussion sur la cure... *Sagra Congregazione...* (Avril) Anno MDCCCXXXI, *op. cit.*, 3.

90. Biens du Séminaire de Montréal... *Notes sur la dépêche du Ministre des Colonies (de 1831)*. Cette note fut remise à M. Quiblier par le secrétaire de Mgr Panet le 25 mai 1832.

91. Maurault, *Le vieux séminaire de Notre Dame de Montréal* (1925), 19.

92. Maurault, *Nos Messieurs*, *op. cit.*, 31-32.

93. *Ibidem*.

94. M. Quiblier était "très fier de son titre de sujet britannique". *Ibid.*, 110-111, 103-104. Après son départ du Canada (le 18 octobre 1846) ce prêtre passa une bonne partie de sa vie en Angleterre au service des Français et des Irlandais. Gauthier, *La Compagnie de Saint-Sulpice...*, *op. cit.*, 252.

L'amitié entre les Sulpiciens et le gouvernement anglais se vit renforcée par celle de Rome envers cette congrégation. Le Séminaire de Montréal protesta avec vigueur contre l'interdiction de l'évêque de Québec relative aux prêtres étrangers. Les deux candidats qu'on leur avait présentés, soutinrent les messieurs, n'étaient pas idoines. L'un aurait été un très mince sujet; l'autre, d'un assez bon talent, mais d'un caractère inflexible, mordant et insociable, possédait peu des qualités requises à la vie en communauté⁹⁵. Le directeur du séminaire prétendait les bien connaître, puisqu'ils avaient fait leur études à Montréal⁹⁶. L'évêque de Québec, loin de se laisser émouvoir, n'accepta point cette explication.

Les Messieurs de Saint-Sulpice ne s'attardent point à discuter. L'affaire est remise à leur agent à Rome, M. Thavenet, qui aura à la présenter à la Sacrée Congrégation de la Propagande et au Pape. Dès le mois d'avril 1831, ce dicastère reçoit la supplique du Séminaire de Montréal. La pièce est rédigée à la manière insinuante et un peu fautive de l'abbé sulpicien⁹⁷. M. Thavenet y fait surtout valoir l'argument que les évêques canadiens ne forcent sa congrégation à s'éteindre au Canada que pour hériter des biens de Saint-Sulpice. Pour appuyer son raisonnement il invoque l'exemple du Séminaire des Missions Étrangères de Québec passé entièrement sous le contrôle des Canadiens avec tous ses biens, dès la disparition forcée de l'élément français de la maison⁹⁸.

Le mois suivant, la Propagande est prête à rendre sa décision; elle écrit à Mgr Panet de ne pas molester les Sulpiciens français et

95. Discussion sur la cure... Mémoire de Saint-Sulpice sur l'exclusion des prêtres étrangers ordonnée par Mgr Panet, le 2 août 1830.

96. *Ibidem*.

97. Discussion sur la cure de Montréal... *Sagra Congregazione... (Aprile) Anno MDCCCXXXI, op. cit.*

98. *Idem.*, 1: "...depuis que la défense de faire des vœux, et de laisser venir en Canada des prêtres de France, a amené l'extinction des jésuites, des Recollets et des prêtres des missions étrangères,... depuis surtout que l'extinction de ces derniers a fait tomber leurs établissements dans les mains des prêtres du pays, et leur a donné l'espérance d'hériter, de même de l'établissement des prêtres de Saint-Sulpice, les prêtres de Saint Sulpice s'étant perpétués au lieu de s'éteindre, comme on s'y attendait, ont encouru la disgrâce des évêques de Québec, et sont continuellement molestés".

lui fait savoir qu'elle accorde volontiers sa protection à cette congrégation et qu'il doit en faire autant⁹⁹. M. Thavenet avait magnifiquement réussi son affaire. Il était en ce moment très bien vu à Rome de même que tous les Sulpiciens. D'après Mgr Lartigue, le parti français et sulpicien dominait la Propagande¹⁰⁰. En outre, l'appui du Cardinal Weld d'Angleterre et du Cardinal de Rohan de France avait assuré le succès de Thavenet¹⁰¹.

Le Sulpicien, on le sait, passait pour un spécialiste de la langue algonquine. Cela, non plus, n'était pas de nature à lui nuire, car l'exotisme passionnait alors les Romains¹⁰². La Propagande voulut même imprimer le dictionnaire et la grammaire de cette langue préparée par M. Thavenet pendant ses 21 ans passés au Canada¹⁰³. Le Procureur se rendit tellement utile à Rome que le Pape ne voulut pas le laisser quitter la ville¹⁰⁴. Un moment, on crut même à la nomination possible de l'abbé linguiste comme premier évêque en titre de Montréal en lieu et place de Mgr Lartigue¹⁰⁵.

L'accord unanime n'existait pourtant point autour de M. Thavenet et de sa cause dans la Ville Eternelle. Le recteur du collège anglais, l'abbé Wiseman, était un partisan avoué de l'évêque de Québec et lui servit de procureur dans l'affaire soumise à la Propa-

99. La décision fut rendue le 18 avril 1831 et communiquée à Mgr Panet le 14 mai. Pour le texte de cette lettre voir Discussion sur la cure de Montréal... *Sagra Congregazione...* (Settembre) Anno MDCCCXXXI, op. cit., p. 1 du sommario: "mentum suam esse assensum de quo agitur, denegari non posse, et circa Sacerdotum Sulpicianorum adventum ex Gallia ad Seminarium Mariopolitanum, eandem agendi rationem servari apportere, quae hactenus servata est... simul affirmans, me certo Credere, cordi tibi esse Seminarii illius conservationem, et Sacerdotem..."

100. Fonds Canadien... lettre de Mgr Lartigue à M. Maguire à Rome, 1834.

101. *Ibid.*, Lettre de Mgr Lartigue à Mgr Panet, 1832: "(ces cardinaux) se remuent en tous sens pour que les Sulpiciens aient gain de cause".

102. *Ibid.*, lettre de Mgr Lartigue à M. Maguire, 1834: l'influence de M. Thavenet est due "à la connaissance pourtant bien imparfaite de la langue algonquine..."

103. Voir le début de cette étude sur la vie de M. Thavenet au Canada.

104. Fonds Canadien... lettre de M. Thavenet au Séminaire de Montréal, le 20 janvier 1840: Thavenet dit au supérieur que le Pape lui a demandé l'année précédente de rester à Rome. Il demande ce qu'il doit faire.

105. *Infra*.

gande en avril 1831¹⁰⁶; et ce, malgré l'avis contraire de son compatriote, le Cardinal Weld, et en dépit des efforts de M. Thavenet pour gagner le recteur à son point de vue. L'Évêque de Londres, Mgr Bramston, se rangea, lui aussi, dans le parti adverse à M. Thavenet ainsi qu'un Mgr Gradwell. Quand le Sulpicien écrivit à ce dernier, le priant de continuer à intercéder auprès du gouvernement anglais pour le passage de Sulpiciens français au Canada, comme l'avait fait jadis l'évêque de Londres¹⁰⁷, Mgr Gradwell ne lui répondit même pas. M. Thavenet, estimait-il, avait calomnié Mgr Panet en l'accusant de chercher à dépouiller les Sulpiciens de leurs biens et de les avoir dupés à plusieurs reprises "par adresse et par ruse"¹⁰⁸.

Les affaires vont encore se gâter. Dans son impuissance à en arriver à un règlement définitif avec le séminaire de Montréal, le gouvernement anglais se tourne à son tour contre la maison. Le 13 septembre 1831, pendant ce même mois où la Propagande ordonne à Mgr Panet de laisser entrer les Sulpiciens français dans son diocèse,

106. Voir surtout une lettre de cet abbé Wiseman à la Propagande du 4 avril 1831: Discussion sur la cure de Montréal... *Sagra Congregazione...* (Aprile) Anno MDCCCXXXI, op. cit., 20-23 du sommario. M. Thavenet était au courant de l'opinion de l'abbé Wiseman et il discuta la chose avec lui. Fonds Canadien... lettre de M. Thavenet à M. Garnier, supérieur général de Saint-Sulpice à Paris: Voici ce que dit M. Thavenet de M. Wiseman: "C'est un jeune homme d'une trentaine d'années. Il me paraît flegmatique, réfléchi et discret, mais droit. Les députés canadiens lui ont bien fait connaître l'arrangement fait à Londres, l'ont instruit de l'affaire de la cure et lui ont fait part du projet de substituer aux prêtres de Saint-Sulpice des prêtres du pays. Ils lui ont persuadé qu'ils ne demandaient rien que de juste et il est étonné que nous ne nous rendions pas aux désirs de Mgr l'évêque de Québec et que nous ne soyons pas touchés de ses raisons qu'il trouve fort bonnes. Si nous ne jugeons pas comme vous, lui ai-je dit, c'est apparemment qu'elles ne nous ont pas été exposées de la même manière qu'à vous... M. Wiseman et nous devons nous voir à ce sujet la semaine prochaine".

107. Mgr Poynter, évêque de Londres, qui avait obtenu la permission du gouvernement anglais pour faire passer des Sulpiciens français au Canada. Mgr Bramston, son successeur, se montra disposé à continuer mais, quand il fut mis au courant des intrigues des sulpiciens, probablement par Mgr Panet, il partagea le point de vue de ce dernier et refusa d'intervenir en faveur du séminaire de Montréal. M. Thavenet fut vivement froissé par ceci et il écrivit à Mgr Gradwell pour lui demander de plaider sa cause auprès de Mgr. Bramston. M. Thavenet dit tant de mal de Mgr Plessis dans cette lettre que Mgr Gradwell la jugea calomnieuse et ne répondit pas. Biens du Séminaire de Montréal..., lettre de M. Thavenet à Mgr Gradwell, le 20 Décembre 1831.

108. *Idem*.

le ministère des colonies écrit au gouverneur de ne plus laisser passer d'autres ecclésiastiques français au Canada, que les Sulpiciens n'aient accepté son offre sur la question des biens¹⁰⁹. Et voici que l'évêque de Québec se range nettement contre Rome, mais du côté du gouvernement et déclare qu'il empêchera la réception de Français à Saint-Sulpice de Montréal, aussi longtemps qu'on y refusera les Canadiens¹¹⁰.

Affaire de la cure de Montréal

Les contestations entre l'évêque de Québec et les Sulpiciens vont donc continuer. En septembre 1831, alors que la Propagande commande à Mgr Panet de vivre en paix avec les Sulpiciens¹¹¹, M. Thavenet présente une nouvelle revendication de cette même congrégation¹¹². Cette fois, il s'agit de leur cure de Montréal. A son retour d'Europe, après sa convention avec le ministère des colonies pour la cession des biens du séminaire, le supérieur de Saint-Sulpice, qui, au dire de Mgr Panet, a perdu une grande partie de ses facultés mentales¹¹³, déplace le curé en fonction de la paroisse sulpicienne de Montréal, un Canadien, pour y installer son compagnon de voyage, M. Richards, un Américain converti du protestantisme¹¹⁴.

Monseigneur Panet y voit immédiatement une autre atteinte à ses droits ainsi qu'au prestige des membres canadiens de la communauté¹¹⁵. Le 6 octobre 1829, il rappelle à M. Roux son droit d'ap-

109. Biens du Séminaire de Montréal..., lettre du ministre des Colonies au gouverneur du Canada, le 13 septembre 1831: "Until I learn the result of the offer which I have thus instructed your Lordship to make, I must of course, decline to authorize any addition to the existing number of the members of the seminary."

110. Fonds Canadien..., lettre de Mgr Lartigue à l'abbé Wiseman, le 20 janvier 1832.

111. *Supra*.

112. Discussion sur la cure... *Sagra Congregazione...* (Settembre) *Annon MDCCCXXXI*, op. cit.,

113. *Ibid.*, Mémoire de l'évêque de Québec, 61-62.

114. Voir *supra* sur M. Richards à Londres avec M. Roux.

115. D'après Mgr Panet, M. Dufresne, le curé canadien, avait été déplacé en faveur de M. Richards "parce qu'il était Canadien, en bonne intelligence avec les Évêques, et opposé à l'arrangement du Séminaire avec le Gouvernement pour ses terres Seigneuriales". Discussion sur la cure... *Sagra Congregazione..* (Settembre) *Anno MDCCCXXXI*, Mémoire de l'Évêque de Québec, op. cit., 61-62.

prouver canoniquement tout prêtre du Séminaire de Montréal chargé par le supérieur de cette maison, d'exercer les fonctions de curé dans la paroisse. En conséquence, il somme M. Roux de démettre M. Richards¹¹⁶.

Saint-Sulpice défend et son choix de M. Richards de préférence aux sujets canadiens et son droit de nommer un membre de sa communauté aux fonctions curiales sans être tenu à l'approbation de l'évêque. Comme personne au Séminaire ne parle l'anglais, la langue maternelle de M. Richards, il lui semble tout naturel qu'il soit chargé de la paroisse où le clergé est obligé à beaucoup de relations avec les Anglais¹¹⁷. Quant à l'approbation de l'évêque, M. Roux fait savoir à Mgr Panet que le supérieur de Saint-Sulpice, comme personne morale, est le véritable curé de la paroisse de Montréal et qu'il a reçu l'investiture à perpétuité. En conséquence, le recours à l'évêque ne lui est requis ni pour assumer cette fonction, ni pour s'adjoindre des assistants, tous ses prêtres ayant déjà été approuvés pour le ministère¹¹⁸.

Chacun des adversaires reste ferme sur ses positions. Un long échange s'ensuit d'argumentations fondées sur les concessions faites aux Messieurs de Saint-Sulpice par les évêques de Québec depuis leur installation à Montréal¹¹⁹. Puis l'affaire est envoyée à M. Thavenet qui, comme nous l'avons dit, la présente à la Propagande. M. Roux s'incline sur un point seulement : il retire temporairement M. Richards de la paroisse et le remplace, non par un Canadien comme l'espérait Mgr Panet, mais par un Français, M. Fay, ordonné depuis peu, orné de minces études et, de plus, faible de caractère¹²⁰.

116. Discussion sur la cure..., lettre de Mgr Panet à M. Roux, le 6 octobre 1829.

117. *Ibid.*, lettre de M. Roux à Mgr Panet en réponse à celle du 6 octobre, le 20 octobre 1829.

118. *Ibid.*... *Sagra Congregazione...* (Settembre) Anno MDCCCXXXI, op. cit., 57 in sommario. Voir aussi le manuscrit *Introduction de l'État de la question concernant la cure de Ville-Marie en Canada* dans le même folio.

119. Toute cette polémique est traitée en détail dans le registre, *Discussion sur la cure de Montréal...*, op. cit. La matière est trop étendue et trop compliquée pour être discutée ici.

120. *Ibid.*, *Sagra Congregazione...* (Settembre) Anno MDCCCXXXI, op. cit., 62.

Présenté habilement et exploité par M. Thavenet, ce point de dispute entre Québec et Montréal ne peut manquer de prendre de l'ampleur et jusqu'à toucher des problèmes non encore soulevés¹²¹. Nous n'en retiendrons que ceci: on reproche à Mgr Panet de faire passer les Canadiens comme les victimes de "deux ou trois Sulpiciens anti-Canadiens"; en outre, et naturellement de s'arroger le droit d'accorder l'agrément et l'investiture aux prêtres présentés à la cure de Montréal, parce que celle-ci est dans son diocèse. Le Séminaire s'insurge contre ces prétentions et réclame sa liberté envers l'évêque: ses titres prouvent, soutient-il, que l'investiture du curé de Montréal a été accordée une fois pour toutes, et que ce curé est le supérieur du Séminaire¹²².

Le charme de M. Thavenet, le prestige de Saint-Sulpice à Rome réussissent toujours. Encore une fois la décision de la Propagande est favorable aux Messieurs. Le 8 octobre, la note officielle du décret de la Congrégation est envoyé à l'évêque de Québec: le Pape Grégoire XVI approuve et confirme le Séminaire de Montréal dans la possession de sa cure¹²³.

Choix du premier évêque de Montréal

La mésentente entre Québec et les Sulpiciens va maintenant se porter sur le choix du candidat à l'évêché de Montréal, que Rome parlait d'ériger. On peut facilement le présumer: les prêtres de St-Sulpice ne veulent pas avoir affaire à Mgr Lartigue, leur propre confrère, évêque auxiliaire et grand vicaire de Québec résidant à Montréal depuis 1821. Mgr Lartigue ressent vivement ce refus et n'ignore point l'influence de M. Thavenet dans les milieux romains. L'abbé Maguire de Québec est donc dépêché à Rome pour y contrebalancer l'influence du Sulpicien¹²⁴.

121. M. Thavenet finit par présenter sept prétentions du Séminaire de Montréal contre le contrôle de l'Évêque de Québec. Voir *Ibid.*, 28-32. Voir aussi *Introduction de l'État de la question concernant la cure de Ville-Marie en Canada, op. cit.*

122. *Ibid.*, *Sagra Congregazione...* (Settembre) Anno MDCCCXXXI, *op. cit.*, 4 du sommario.

123. *Documentum a seminario Sancti Sulpitii Mariapolitani...* (1865), 109.

124. Fonds Canadien..., lettre de Mgr Lartigue à Mgr Signay, 1833, propose que M. Maguire soit envoyé à Rome à cet effet.

Monsieur Maguire reçoit pour mission précise de faire nommer un certain abbé Turgeon coadjuteur de Québec. Celui-ci passe pour être "un ennemi juré des Sulpiciens de Montréal"¹²⁵. Naturellement, M. Thavenet s'oppose à cette candidature et propose celle de M. Saint-Germain, grand ami de la société¹²⁶. Il paraît que M. Maguire était combatif; il ne voulut pas se laisser intimider par le prestige de M. Thavenet à Rome. D'après ce dernier, l'abbé de Québec lui aurait dit tout simplement: "on... jettera tous (les Sulpiciens) dans le fleuve, si Monsieur Turgeon n'est pas nommé coadjuteur"¹²⁷.

M. Thavenet semble avoir pris à la lettre la menace du grand vicaire de Mgr Panet. Il court se précipiter aux pieds du Saint-Père et lui annonce qu'il retire son opposition et il le supplie de ne tenir aucun compte de ce qu'il lui a déjà dit sur Monsieur Turgeon. Le Pape, un peu surpris de cette volte-face, demande des explications. L'abbé Thavenet lui ayant affirmé qu'il ne connaît "aucun prêtre canadien" plus capable que celui-là et qu'il s'était opposé à sa nomination simplement à cause de son animosité contre les Sulpiciens de France, le Pape donne une solution heureuse à toute cette affaire: l'évêque de Québec aura le coadjuteur de son choix; d'autre part, le Saint-Père érige Montréal en diocèse et soustrait ainsi le Séminaire de Montréal à la juridiction de ses adversaires de Québec¹²⁸.

Maintenant que Montréal a conquis son indépendance, il ne reste plus qu'à trouver un candidat sympathique aux Sulpiciens. A qui penser? Naturellement à M. Thavenet. Depuis des années il a été à la pointe de tous les combats contre Québec; il n'est donc pas étonnant que Rome pense à lui¹²⁹. Toutefois, soit par convenance,

125. Discussion de M. Thavenet avec Québec sur la reddition des comptes (1834—1844). *Mon affaire avec Monseigneur l'Archevêque de Québec, au sujet de mes Comptes avec les établissements de son Diocèse* (s.d.), 3. M. Maguire était allé à Rome en 1830. Voir supra sur ce voyage.

126. Fonds Canadien..., lettre de Mgr Lartigue à M. Turgeon, 1833.

127. *Op. cit.*, 3.

128. *Ibidem*.

129. Fonds Canadien..., lettre de M. Thavenet au Séminaire de Montréal, le 23 février 1836: "Depuis qu'on a décidé d'ériger un évêché à Montréal, il est fort question de me nommer à ce nouveau Siège... Je ne consentirais qu'autant que l'on me donnerait M. Saint-Germain pour coadjuteur... je m'attends que Mgr Provencher arrivera assez tôt pour s'opposer à ce qu'on me nomme..."

soit pour autres raisons inconnues, Mgr Lartigue l'emporte sur M. Thavenet. L'ancien évêque de Telemesse vieillissait rapidement; on avait sans doute l'espoir qu'il serait remplacé bientôt par un prélat beaucoup plus acceptable à la Compagnie. C'est M. Quiblier, le supérieur du séminaire, qui proposa la nomination de Mgr Lartigue, bien que ce dernier se fût montré disposé à lui abandonner toutes ses fonctions¹³⁰.

Malheureusement pour le Séminaire, le successeur du premier évêque de Montréal n'allait pas être précisément un ami de la maison. M. Thavenet a demandé à Rome de faire sacrer M. Saint-Germain comme coadjuteur de Mgr Lartigue; il ne réussit pas¹³¹. Le secrétaire de Mgr Lartigue, l'abbé Ignace Bourget, obtient la succession au trône¹³². M. Bourget, partage entièrement les idées de son prédécesseur sur les Sulpiciens. Ainsi les troubles entre le Séminaire et l'épiscopat canadien ont grandement chance de continuer¹³³. Mais l'histoire de ces troubles ne fait pas partie de notre étude. Du reste M. Thavenet devait mourir auparavant, sans avoir réglé ses comptes avec Québec.

Rebondissement de l'affaire des comptes

Au milieu de ces heurts répétés entre M. Thavenet et l'évêque de Québec sur les questions des biens du Séminaire, de la cure de Montréal, de la venue de Sulpiciens français au Canada, des nominations à la coadjutorerie de Québec et finalement à l'évêché de Montréal, nous ne serons pas étonnés de voir rebondir et se prolonger les difficultés sur la question des comptes. Nous avons laissé cette affaire à l'année 1834, époque où, dans la Ville Éternelle, le Sulpi-

130. M. Quiblier rédigea une supplique à cet effet et la fit signer par les Sulpiciens et les curés du district, la soumit à Québec et l'expédia à Rome. Maurault, *Nos messieurs*, *op. cit.*, 34-35.

131. *Histoire des tentatives des trois derniers évêques de Québec pour enlever aux prêtres de Saint-Sulpice leur établissement de Montréal en Canada* (s.d.), 28-35; Fonds Canadien..., lettre de Mgr Lartigue à Mgr Provencher, 1835.

132. *Notice sur le séminaire de Montréal*, 1846, 33.

133. Même en 1865, l'Évêque de Montréal et le Séminaire de Montréal n'étaient pas encore fixés sur leurs droits respectifs. Voir, par exemple, *Documentum a seminario Sancti Sulpitii Marie olitani...*, *op. cit.*, pour une autre contestation entre eux.

cien et M. Maguire de Québec ne peuvent s'entendre sur le rapport définitif que M. Thavenet est prié de rendre de sa gestion¹³⁴. Une tentative pour faire juger la contestation par l'arbitrage n'obtient aucun succès; M. Maguire refuse d'accepter un tel procédé¹³⁵. Il préfère envoyer un rapport de 33 pages in-folio à son évêque sur les erreurs qu'il a relevées dans les calculs de M. Thavenet. Celui-ci envoie, de son côté, un document justificatif de ses chiffres¹³⁶.

L'évêque de Québec envoie à la fois à Londres et à Rome ses observations désobligeantes sur les comptes de M. Thavenet. Celui-ci, très susceptible, voit, dans l'avertissement à Rome, une dénonciation à l'Église¹³⁷. Comme sa réputation y est excellente, il en est profondément blessé. Il riposte en accusant l'évêque d'employer de "grands mots pour jeter de la poudre aux yeux des communautés religieuses du Canada, à qui il (l'évêque) voulait faire voir dans (ses) comptes des erreurs qu'elles n'y voyaient pas"¹³⁸. Langage qui, de part et d'autre, ne contribue pas à calmer les passions.

A la suite d'un long échange de lettres et de l'intervention d'un certain nombre de personnalités, M. Thavenet recourt au Cardinal Préfet de la Propagande qui lui a déjà accordé tant de décisions favorables. Le Préfet prend le parti du Sulpicien. Mgr Panet ne se laisse pas impressionner, au grand étonnement de M. Thavenet¹³⁹. De fait l'évêque de Québec avertit le Sulpicien, le 15 avril 1840, de la révocation de ses pouvoirs d'agent et il le somme de rendre ses comptes sous la menace d'une poursuite en justice devant un tribunal civil. La menace de Mgr Panet n'est pas illusoire; le consul

134. Voir *supra*.

135. Les pièces authentiques de l'acceptation et le refus de l'arbitrage par M. Maguire sont insérées dans Discussion de M. Thavenet avec Québec..., *op. cit.*

136. *Ibid.*, *Mon affaire avec Monseigneur... op. cit.*, 4.

137. *Ibid.*, 4.

138. *Idem*.

139. La correspondance de M. Thavenet à la Propagande pendant ce temps est incluse dans le même folio. Voici la remarque de cet abbé quand Mgr Panet répondit au Cardinal Préfet qu'il croyait avoir raison: "Il est bien étonnant, que quand un Cardinal dit d'une chose qu'elle est très juste, on se permette de lui dire tout crûment qu'elle est injuste". *Ibid.*, 7.

anglais à Rome est chargé de signifier ses intentions à M. Thavenet¹⁴⁰.

L'évêque de Montréal s'embarque pour Rome. Saisissant l'occasion, l'archevêque de Québec le charge de présenter l'affaire au tribunal de la Propagande plutôt qu'à une cour civile¹⁴¹. Celle-ci se montre nettement favorable au Sulpicien¹⁴². Le 20 juin 1842, elle rend un jugement qui se ramène à ceci: les communautés du diocèse de Québec ont l'ordre de déclarer par un témoignage solennel qu'il n'y a point d'erreurs dans les comptes que M. Thavenet a rendus sur les rentes; de son côté, l'abbé rendra compte des profits qu'il a faits sur les comptes qu'il avait fait valoir et ensuite il déposera cette somme à la Propagande¹⁴³.

L'Évêque se soumet au jugement de la Sacrée Congrégation par une lettre adressée à M. Thavenet le 18 décembre 1843¹⁴⁴. Le comité de Québec, chargé de reviser les comptes, ajoute son témoignage sur le "caractère de fidélité et d'honnêteté dans (son) administration des fonds"¹⁴⁵. M. Thavenet ne se tient pas pour satisfait¹⁴⁶. Ce qu'il lui faut, sans doute, c'est une déclaration qui ne laisse planer aucun soupçon sur ses qualités d'homme d'affaires. En attendant, il refuse de rendre les fonds à la Propagande.

L'obstination de M. Thavenet lui attire un revirement de

140. *Ibid.*, 7 et suiv.

141. *Ibidem*, M. Thavenet s'indigna de la présentation des faits par l'évêque de Montréal et l'accusa d'avoir été trompé par son supérieur hiérarchique qui lui aurait donné un faux exposé.

142. Discussion de M. Thavenet avec Québec..., lettre du Consulteur Corbali à M. Thavenet, le 8 avril 1842.

143. *Ibid.*, lettre de M. Thavenet à l'Archevêque de Québec, le 1 juillet 1842.

144. *Ibid.*, *Sagra Congregazione di Propaganda Fide Ponante l'Emo et Rmo Cardinale Castruccio Castracani...* (Maggio) Anno MDCCCXXXI, 5.

145. Les membres du Comité de Québec dans leur article 3 ont dit: "Que jamais ils n'ont attribué à M. l'Abbé Thavenet *des erreurs volontaires*, et que bien loin que ce Mr ait jamais pu raisonnablement soupçonner qu'ils aient eu cette intention, il a été plus d'une fois informé qu'ils n'en ont pas même eu la pensée." *Idem*.

146. Discussion de M. Thavenet avec Québec..., lettre de M. Thavenet à l'archevêque de Québec: "... je les ai lues (les lettres de l'archevêque et de son comité) mais je n'y ai pas vu que Sa Grandeur soit disposée à se soumettre à la décision de la S.G. de la Propagande..."

l'opinion romaine. Deux prêtres canadiens, le grand vicaire de Montréal et un archiprêtre de Québec, ont été envoyés à Rome en 1844, en vue de renouveler les instances pour l'érection d'une province ecclésiastique dans les colonies anglaises de l'Amérique Septentrionale et pour en finir avec l'affaire Thavenet¹⁴⁷. Malgré les protestations du Sulpicien, la Sacrée Congrégation répond favorablement à leurs instances et revient sur sa décision du 20 juin 1842 par un jugement rendu le 13 mai 1844. M. Thavenet reçoit ordre de rendre compte immédiatement de son administration¹⁴⁸.

Les deux prêtres canadiens ont agi de la manière la plus courtoise envers M. Thavenet durant leur séjour à Rome. Le Sulpicien trouve quand même à se plaindre d'eux et naturellement de la décision de la Propagande¹⁴⁹. Après les refus répétés de l'abbé de se soumettre, la Congrégation romaine en vient aux grands moyens. Elle décide de perquisitionner chez lui pour un examen de ses papiers et régler l'affaire. Le 4 juillet 1844, des avocats, un notaire et un prêtre se rendent chez le Sulpicien, fouillent tous ses meubles et remplissent deux malles d'archives et de documents. Le tout est transporté à la Propagande¹⁵⁰.

Le dicastère entreprend un long travail de rectification des comptes de l'abbé Thavenet. Celui-ci s'y prête, mais prend sa revanche d'une manière détournée. Il exige des honoraires pour tous ses services rendus aux communautés de Québec entre 1815 et 1823, un dédommagement pour les peines et dépenses causées à lui par les "chicanes" sur la reddition de ses comptes de 1834, un remboursement pour les dépenses occasionnées par le séquestre de ses

147. *Ibid.*, *Voto Dell'Iltmo et Rmp Monsig. Giovanni Corboli Bussi Consultore della S.G. de Propagande*, 1.

148. Discussion de M. Thavenet avec Québec..., lettre des abbés Hudon et Dumoulin du Canada à M. Thavenet, le 25 mai 1844.

149. Plusieurs pièces du dossier cité ci-dessus sont des lettres de M. Thavenet à la Propagande se plaignant de son procédé ainsi que des indélicatesses des abbés Hudon et Dumoulin à son égard.

150. "Je vous prie de dire à S. Em. Mgr le Card. Préfet que ses ordres ont été exécutés ce matin; qu'il est venu chez moi des avocats, un notaire, un prêtre; qu'ils ont fouillé tous mes meubles, qu'ils ont enlevé tous mes papiers; qu'ils ont rempli deux malles et qu'ils les ont fait porter à la Propag. pour y être examiné en ma présence...". Discussion de M. Thavenet avec Québec..., lettre de M. Thavenet au Secrétaire de la Propagande, le 4 juillet 1844.

papiers, et un présent pour le Séminaire de Montréal privé de ses services pendant toutes les années qu'il a géré les rentes des établissements religieux du Canada¹⁵¹.

Mort de M. de Thavenet

A vrai dire cette affaire n'eut pas de conclusion, si ce n'est la mort de M. Thavenet, décédé à Rome peu de temps après ce dernier conflit avec l'épiscopat de Québec¹⁵². Jusqu'à son dernier souffle il n'a voulu voir, dans toutes ses difficultés avec les Canadiens, que la mauvaise volonté et les sentiments anti-français de ceux-ci, en particulier contre les Sulpiciens.

Quelque temps avant sa mort il écrit: "... (voyez) combien est adroit et insinuant et persuasif ce M. Hudon (un archiprêtre de Québec), combien il peut nuire au Séminaire de Montréal, s'il se déchaîne contre lui, comme il en a le projet car il a dit à plusieurs personnes, et surtout à la Propagande, que les Sulpiciens ne sont point propriétaires des biens du Séminaire de Montréal, qu'ils en ont fait la cession aux prêtres du Canada... Que le séminaire se tienne sur ses gardes, qu'il évite avec soin tout ce qui pourrait lui donner occasion de se déchaîner contre lui..."¹⁵³

Comme M. Thavenet le laisse prévoir, lui mort, le sentiment anti-sulpicien des ecclésiastiques canadiens ne laisse pas de se prolonger. Mais par la suite, l'adversaire le plus redoutable ne sera plus Québec. La création de l'évêché de Montréal transporte ailleurs le centre des disputes. Le deuxième évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget suit la tradition de Mgr Lartigue et de Mgr Panet¹⁵⁴. Plus de vingt ans après le décès de M. Thavenet, la Propagande aura toujours des litiges à dirimer entre le Séminaire et l'évêque montréalais.

151. *Ibid.*, lettre de M. Thavenet à la Propagande, le 7 septembre 1844.

152. Gauthier, H., *La Compagnie de Saint-Sulpice au Canada* (1912), 268.

153. Discussion de M. Thavenet avec Québec..., lettre de M. Thavenet au Séminaire de Montréal, le 1 octobre 1844. *Documentum a seminario Sancti Sulpitii Marianapolitani...*, op. cit., 169-187.

154. *Ibidem*.

Dans ces effervescences du nationalisme ecclésiastique canadien, si l'on ose ainsi parler, l'abbé Thavenet aura joué un rôle proéminent. Il y fut, sinon le personnage le plus important du débat, du moins le point de convergence de presque toutes les disputes soulevées entre les Canadiens et les Français à partir du début du XIXe siècle jusqu'à sa mort en 1844. Agent de Saint-Sulpice, puis agent de toutes les communautés religieuses du Bas-Canada ayant des rentes à revendiquer en France, il s'engage dans toutes les querelles qui vont déchirer l'unité et l'harmonie du milieu ecclésiastique. On peut dire que le règlement de ses comptes n'a pas peu avivé ces querelles.

Le nationalisme canadien, c'est justice à lui rendre, n'eut rien d'une explosion spontanée. Tous les évêques de Québec se sont montrés favorables aux Français jusqu'à Mgr Denaut, c'est-à-dire, jusqu'au début du XIXe siècle. Si l'on excepte la question des comptes de M. Thavenet, l'antagonisme éclate à propos de quatre sujets connexes: 1o — l'interdiction contre la venue de Sulpiciens français au Canada, interdiction en partie provoquée par l'exclusivisme des Sulpiciens à l'égard des Canadiens; 2o — la prétention du diocèse de Québec à la propriété des biens du Séminaire de Montréal et l'opposition faite aux Messieurs de les céder au gouvernement anglais; 3o — l'intervention de l'évêque de Québec dans la nomination à la cure de la paroisse de Montréal; 4o — les heurts lors de la nomination de coadjuteurs de Québec et d'un évêque de Montréal. La Propagande qui eût à se prononcer en toutes ces contestations, partagea très nettement le point de vue de Saint-Sulpice et lui donna presque toujours gain de cause. D'où des rebondissements qui n'ont que trop duré.

Wilfrid-H. PARADIS,
Docteur de l'Université de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

La documentation importante pour cette étude a été tirée des archives de la Compagnie de Saint-Sulpice, rue du Regard à Paris. Cette source était tout indiquée, M. Thavenet étant sulpicien. Et c'est particulièrement la congrégation qui fut mise en cause dans l'expression du nationalisme

canadien. Nous avons eu toutefois quelque difficulté pour préciser exactement la provenance des pièces dont nous nous sommes servis. Cela tient au fait que les différents fonds des archives de Saint-Sulpice ne sont pas toujours parfaitement classés. Voici le système que nous avons adopté pour indiquer nos références :

Fonds Canadien de Saint-Sulpice. Ce fonds a été classé tout récemment par deux religieuses canadiennes qui ont dépouillé les archives de la maison pour une histoire de leur congrégation. Avant de repartir pour le Canada, elles ont rangé, dans un classeur en acier, tous les papiers dispersés qu'elles ont pu trouver. Comme ce fonds comprend surtout la correspondance de plusieurs Sulpiciens qui ont habité le Séminaire de Montréal, les religieuses ont classé les lettres sous le nom de l'auteur. Quand la correspondance est volumineuse, elle est subdivisée par années. Le reste du fonds est classé par sujets.

Nous nous sommes servis surtout de la correspondance de M. Thavenet, de Mgr Lartigue, de M. Quiblier et de M. Roux.

Biens du Séminaire de Montréal. Négociations à Montréal, Londres et Paris, 1819—1840. Ceci est un registre relié, non paginé, comprenant un grand nombre de pièces manuscrites et imprimées, sur les biens du Séminaire de Montréal. Nous croyons qu'elles ont été tirées des archives de M. Thavenet, car la plupart sont de sa main ou se rapportent à lui. Ce folio contient aussi des requêtes présentées à la Sacrée Congrégation de Propaganda Fide à Rome par ce même abbé au nom de Saint-Sulpice.

Discussion de M. Thavenet avec Québec sur la reddition des comptes 1834—1844. Ce registre présente les mêmes caractéristiques que le précédent. Ce sont des pièces tirées des archives de M. Thavenet qui concernent des difficultés avec l'évêque de Québec sur cette question. Plusieurs mémoires sont de la main du sulpicien et plusieurs autres documents sont des originaux.

Discussion sur la cure de Montréal 1830—31. Contient toute la documentation du point de vue sulpicien en vue de conserver la cure de Montréal. Les lettres de l'évêque de Québec contestant ce droit y figurent en copies. Plusieurs pièces sont des mémoires justificatifs par des membres du Séminaire de Montréal.

Journal de Monsieur Richards 1827—1828. Ce cahier manuscrit rend compte, au jour le jour, des activités de M. Roux, supérieur du Séminaire de Montréal, de M. Thavenet et de M. Richards, lors de leur voyage en Europe pour négocier avec Londres sur les biens de la Congrégation au Canada. M. Richards, Américain converti au catholicisme, écrit surtout en anglais. Il donne des détails intéressants.

AUTRES PIÈCES

Affaire du Séminaire de Montréal avec le gouvernement anglais. Ce cahier manuscrit de 95 pages concerne surtout les négociations de 1827.

Documentum a seminario Sancti Sulpitii Marianopolitani jussa Sacrae Congregationis de Propaganda Fide productum et eidem Sacrae Congregationi. Submissum ad asserenda jura ejusdem seminarii a Reverendissimo DD. Episcopo Marianopolitano coram hac Sacra Congregatione. 1865, in-8, 187 p. Ce document est une requête du séminaire de Montréal contre l'évêque de cette ville. Certains détails nous intéressent, quoique ce conflit dépasse les limites de notre étude.

Histoire des tentatives des trois derniers évêques de Québec pour enlever aux prêtres de Saint-Sulpice leur établissement de Montréal, en Canada. 35 p. Manuscrit. Donne le point de vue sulpicien, sur les gestes anti-français de ces trois évêques.

Notice sur le séminaire de Montréal 1846. Manuscrit de 129 pages.

IMPRIMÉS

Mémoire pour le séminaire de Montréal. Imprimé sans autre indication. C'est un mémoire justifiant la possession des biens par le séminaire. Il est postérieur à 1834.

Les histoires religieuses ont été très discrètes sur le nationalisme canadien. Nous ne citons que quelques ouvrages qui nous ont rendu service.

Consultation de M. Dupin, avocat à la cour royale de Paris, pour le Séminaire de Montréal, en Canada. Paris, d'Everat, 1826, in-4, 32 p. Imprimé. Bertrand, L., *Bibliothèque sulpicienne ou Histoire littéraire de la Compagnie de Saint-Sulpice.* Paris, Alphonse Picard et fils, 1900, 2 vol. in-8.

Gauthier, H., *La Compagnie de Saint-Sulpice au Canada,* Montréal, Saint-Sulpice, 1912, in-12, 150 p.

Gauthier, H., *Saint-Sulpice au Canada.* Montréal, *Revue Canadienne*, Vol. IX, mars 1912, p. 193-210.

Gosselin, A., *L'Église du Canada depuis Mgr de Laval jusqu'à la conquête.* Québec, Laflamme et Proulx, 1911-1914, 3 vol. in-8.

Levêque, E., *L'œuvre de la Compagnie de St-Sulpice dans l'Amérique du Nord.* Paris, Enault, 1929, in-4, 32 p.

Maurault, O., *Marges d'histoire.* Montréal, *Action canadienne-française*, 1930, in-8, 221 p.

Maurault, O., *Nos Messieurs.* Montréal, Éditions du Zodiaque, 1936, in-80, 324 p.

Maurault, O., *Le vieux séminaire de Notre-Dame de Montréal.* Montréal, in-8, 30 p. Extrait de la *Revue Trimestrielle Canadienne*, Juin, 1925.